



**PRÉFET
DE LA VENDÉE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement des
Pays de la Loire**

Unité départementale de la Vendée
10, rue du 93e régiment d'infanterie
Cité administrative Travot
85000 La Roche-sur-Yon

La Roche-sur-Yon, le 30 octobre 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/10/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

JC BOUY

Route de la Châtaigneraie
85120 Saint-Hilaire-de-Voust

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/10/2024 dans l'établissement JC BOUY implanté Route de la Châtaigneraie 85120 Saint-Hilaire-de-Voust. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'est inscrite dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées. Il s'agit en particulier de la première visite suite à l'enregistrement des installations de traitements de surfaces, situées dans le nouveau bâtiment « global finishing », localisé sur la partie Sud du site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- JC BOUY
- Route de la Châtaigneraie 85120 Saint-Hilaire-de-Voust
- Code AIOT : 0006306745
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Établissements JC BOUY exerce une activité d'usinage de précision, notamment pour le secteur aéronautique. Le site comprend en particulier des installations de travail mécanique des métaux (rubrique 2560) enregistrées par arrêté préfectoral du 4 octobre 2016 et des installations de traitements de surfaces (rubrique 2565-2) enregistrées par arrêté préfectoral du 2 mars 2022.

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie
- Risque de déversement accidentel

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas

un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Modification des installations 2565	Code de l'environnement, article R.512-46-23	Demande d'action corrective	3 mois
9	Rétentions – volume (2565)	Arrêté Ministériel du 09/04/2019 ¹ , article 20.II	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
14	Détection incendie (2565)	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 19	Demande d'action corrective	3 mois
15	Chauffage des bains (2565)	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 54	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

1 Arrêté du 9 avril 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2564 (nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques) ou de la rubrique n° 2565 (revêtement métallique ou traitement de surfaces par voie électrolytique ou chimique) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Distance d'isolement (2565)	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 5	Sans objet
3	Dispositions constructives (2565)	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 11	Sans objet
4	Désenfumage (2565)	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 13	Sans objet
5	Défense extérieure contre l'incendie (2565)	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 14	Sans objet
6	Schéma de principe des lignes de TS	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 10	Sans objet
7	Étiquetage des cuves (2565)	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 8	Sans objet
8	Rétentions – étanchéité (2565)	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20.I	Sans objet
10	Rétentions – compatibilité (2565)	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 54	Sans objet
11	Rétentions – alarmes en point bas (2565)	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 54	Sans objet
12	Aires de chargements de déchargement (2565)	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20.IV	Sans objet
13	Confinement (2565)	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20.III	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

De manière générale, l'exploitation des installations de traitements de surfaces et l'application de la réglementation dédiée font l'objet d'un suivi sérieux et rigoureux de la part de l'exploitant.

Il doit néanmoins poursuivre la mise en place des nouvelles obligations, applicables depuis le 1^{er} juillet 2024, et relatives à la prévention du risque incendie dans les installations de traitements de surfaces. Cela concerne en particulier certains asservissements.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Modification des installations 2565

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R.512-46-23
Thème(s) : Situation administrative, Modification
Prescription contrôlée : II. Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'enregistrement, et notamment du document justifiant les conditions de l'exploitation projetée mentionné au 8° de l'article R. 512-46-4, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.
Constats : Le projet d'intégration d'installations de traitements de surfaces a été mis en œuvre partiellement. Ainsi, les trois lignes principales (1, 2 et 3) ont été implantées dans le nouveau bâtiment « global finishing » et sont opérationnelles. En revanche, la ligne 4 (détraitement manuel) n'a pas encore été installée. Les trois lignes implantées ne correspondent pas exactement aux installations enregistrées par arrêté préfectoral du 2 mars 2022. À titre d'exemples, la ligne 1 ne comprend pas de décapage fluoronitrique et le bain d'oxydation anodique sulfurique prévu en ligne 1 a été implanté en ligne 2. Ces modifications n'ont pas été portées à la connaissance du préfet, ce qui constitue un écart. L'exploitant a néanmoins indiqué qu'un dossier de porter à connaissance de modifications est en cours d'élaboration.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Distance d'isolement (2565)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Distance d'éloignement
Prescription contrôlée : Les locaux dans lesquels sont réalisées les activités de traitement de surface sont implantés à une distance minimale de dix mètres des limites de la propriété où l'installation est implantée et à plus de 20 mètres des habitations et des établissements recevant du public.
Constats : Comme prévu dans le dossier de demande d'enregistrement, le bâtiment global finishing, abritant l'atelier de traitements de surfaces, a été construit à plus de 20 m des limites du site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Dispositions constructives (2565)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 11
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives
Prescription contrôlée : Le bâtiment abritant l'installation présente au moins les caractéristiques de comportement au feu suivantes : <ul style="list-style-type: none">• la structure est de résistance au feu R 30 ;• les murs extérieurs sont construits en matériaux A2s1d0. L'activité peinture sera séparée de l'activité traitement de surface par cloison REI 30. NB : La séparation entre l'atelier de traitements de surfaces et la zone peinture est mentionnée dans le dossier de demande d'enregistrement. Cette séparation, couplée aux autres conditions détaillées dans l'article 11 (notamment une détection incendie), ont permis de considérer que les dispositions constructives renforcées dans les locaux à risque incendie ne s'appliquent pas à l'atelier de traitements de surfaces, malgré la présence de liquides inflammables dans la zone peinture.
Constats : Le contrôle a porté sur l'atelier de traitements de surfaces du bâtiment global finishing. La charpente métallique a été recouverte d'une peinture intumescente. L'exploitant a présenté une attestation signée du constructeur du bâtiment, justifiant que ce revêtement permet d'atteindre une résistance au feu R30. Les murs du bâtiment sont en bardage métallique. L'exploitant a présenté un document justifiant qu'ils présentent une réaction au feu A2s1d0. Comme prévu dans le dossier de demande d'enregistrement, l'atelier de traitements de surfaces est séparé de l'atelier peinture par une cloison. L'exploitant a présenté un document justifiant que cette cloison est REI 30.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Désenfumage (2565)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 13

Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives

Prescription contrôlée :

Les locaux à risque définis à l'article 10 sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie.

Ces dispositifs sont à commandes automatique et manuelle. Leur surface utile d'ouverture n'est pas inférieure à 2 % si la superficie à désenfumer est inférieure à 1 600 m².

[...]

Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Elles sont clairement signalées et facilement accessibles.

Les dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur sont adaptés aux risques particuliers de l'installation. Tous les dispositifs sont fiables, composés de matières compatibles avec l'usage, et conformes aux règles de la construction. Les équipements conformes à la norme NF EN 12 101-2, version décembre 2013, sont présumés répondre aux dispositions ci-dessus.

[...]

Constats :

Le contrôle a porté sur l'atelier de traitements de surfaces du bâtiment global finishing.

Cet atelier est formé d'un seul canton de désenfumage de 810 m².

Il dispose de 7 exutoires de désenfumage à commandes automatique et manuelle, de 2,8 m² chacun (soit 2,4 % de la surface de l'atelier). Ces exutoires sont conformes à la norme NF EN 12 101-2.

Les commandes manuelles sont implantées à proximité des issues.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Défense extérieure contre l'incendie (2565)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 14

Thème(s) : Risques accidentels, Défense extérieure contre l'incendie

Prescription contrôlée :

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment [...] d'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que :

- des prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie ;
- des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours.

Ces deux types de points d'eau incendie suscités ne sont pas exclusifs l'un de l'autre et peuvent par conséquent coexister pour une même installation. [...]

Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.

Le ou les points d'eau incendie sont en mesure de fournir un débit global adapté aux risques à défendre, sans être inférieur à 60 mètres cubes par heure durant deux heures. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits et le cas échéant des réserves d'eau.

L'accès extérieur du bâtiment contenant l'installation est à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie (la distance est mesurée par les voies praticables par les moyens des services d'incendie et de secours). Les points d'eau incendie sont distants entre eux de 150 mètres maximum (la distance est mesurée par les voies praticables aux engins des services d'incendie et de secours) ;

NB : Dans le dossier de demande d'enregistrement, le besoin en eau en cas d'incendie du bâtiment global finishing (abritant les installations de traitements de surfaces) a été estimé, selon une méthode reconnue, à 90 m³/h.

Constats :

Le contrôle a porté sur le bâtiment global finishing, abritant les installations de traitements de surfaces.

Une issue du bâtiment est située à moins de 100 m d'une réserve interne souple de 680 m³, disposant de 4 raccords normalisés et 4 aires d'aspiration. Ce point d'eau est suffisant pour combler le besoin en eau en cas d'incendie de ce bâtiment. Le site dispose également d'une seconde réserve de 120 m³, implantée sur la partie Nord du site. En outre, il est desservi par deux poteaux d'incendie publics et par une réserve externe de 180 m³ située au Nord de l'établissement.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Schéma de principe des lignes de TS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 10
Thème(s) : Risques chroniques, Connaissances des risques
Prescription contrôlée : L'exploitant tient également à la disposition de l'inspection des installations classées un plan de l'ensemble des cuves de l'installation précisant, pour chacune d'elle, ses caractéristiques techniques et chimiques (volume maximum, pH, nom, utilité, concentration, composition, etc.).
Constats : L'exploitant a présenté un plan des trois lignes mises en service. Ce plan est associé à plusieurs documents précisant les caractéristiques techniques et chimiques des cuves.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Étiquetage des cuves (2565)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, Connaissances des risques
Prescription contrôlée : Les cuves de traitement, fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des substances ou mélanges dangereux et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances ou mélanges dangereux.
Constats : Le contrôle a porté sur l'étiquetage des cuves des 3 lignes de traitements de surfaces implantées dans le bâtiment global finishing. Ces cuves portent bien l'étiquetage attendu.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Rétentions – étanchéité (2565)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20.I
Thème(s) : Risques accidentels, Risque de déversement accidentel
Prescription contrôlée : La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.
Constats : Le contrôle a porté sur les rétentions associées aux trois lignes de traitements de surfaces implantées dans le bâtiment global finishing. Les rétentions sont constituées de polypropylène, permettant d'assurer une étanchéité et de résister à l'action chimique des bains. Ces rétentions sont passives (volume disponible sans fermeture automatique ou manuelle d'un obturateur).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Rétentions – volume (2565)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20.II
Thème(s) : Risques accidentels, Risque de déversement accidentel
Prescription contrôlée : Toute chaîne ou cuve de traitement est associée à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none">• 100 % de la capacité de la plus grande cuve ;• 50 % de la capacité totale des cuves associées.
Constats : Le contrôle a porté sur les rétentions associées aux trois lignes de traitements de surfaces implantées dans le bâtiment global finishing. Les cuves sont associées à 5 capacités de rétentions indépendantes : <ul style="list-style-type: none">• Alcalins ligne 1• Acides ligne 1• Acides ligne 2• Acides ligne 3• CrVI ligne 3 Au vu du descriptif des lignes, présenté par l'exploitant, les rétentions Alcalins ligne 1 et CrVI ligne 3 sont suffisamment dimensionnées. En revanche, puisque ce document indique la somme des volumes des trois rétentions « acides », et pas le volume de chaque rétention, il n'est pas possible de statuer sur la conformité à cette prescription.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de justifier, dans un délai maximal de 15 jours, que le volume de chacune des trois rétentions « acides » est suffisant.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 15 jours

N° 10 : Rétentions – compatibilité (2565)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 54
Thème(s) : Risques accidentels, Risque de déversement accidentel
Prescription contrôlée : Les capacités de rétention sont conçues [...] pour recueillir toute fuite éventuelle provenant de toute partie de l'installation de traitement de surface concernée et réalisées de sorte que les produits incompatibles ne puissent s'y mélanger (cyanure et acide, hypochlorite et acide, bisulfite et acide, acide et base très concentrés, etc.).
Constats : Le contrôle a porté sur les rétentions associées aux trois lignes de traitements de surfaces implantées dans le bâtiment global finishing. Ces lignes sont associées à 5 capacités de rétentions indépendantes. Ainsi, les bains alcalins et les bains acides ne sont pas associées aux mêmes capacités de rétention.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Rétentions – alarmes en point bas (2565)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 54
Thème(s) : Risques accidentels, Risque de déversement accidentel
Prescription contrôlée : Les capacités de rétention de plus de 1 000 litres sont munies d'un déclencheur d'alarme en point bas, à l'exception de celles dédiées au déchargement. Les capacités de rétention sont vides de tout liquide et ne sont pas munies de systèmes automatiques de relevage des eaux.
Constats : Le contrôle a porté sur les rétentions associées à ligne 3 de l'atelier de traitements de surfaces implanté dans le bâtiment global finishing. Les deux rétentions (de plus de 1 000 l) sont bien vides en fonctionnement normal, sont associées à un dispositif d'alarme en point bas et ne sont pas munies d'un système automatique de relevage.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Aires de chargements de déchargement (2565)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20.IV
Thème(s) : Risques accidentels, Risque de déversement accidentel
Prescription contrôlée : Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes pour les produits liquides sont étanches et reliées à des rétentions.
Constats : Le contrôle a porté sur l'aire de chargement de camions-citernes (pour les déchets liquides évacués), accolée au bâtiment global finishing. Cette aire est étanche et forme une rétention d'environ 11 m ³ , après fermeture d'un obturateur.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Confinement (2565)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20.III
Thème(s) : Risques accidentels, Risque de déversement accidentel
Prescription contrôlée : <p>L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, sont collectées grâce à un bassin de confinement ou un autre dispositif équivalent. L'exploitant justifie dans son dossier d'enregistrement le dimensionnement dudit bassin. Des dispositifs permettant l'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement sont implantés de sorte à maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un sinistre ou les épandages accidentels.</p> <p>Ils sont clairement signalés et facilement accessibles et peuvent être mis en oeuvre dans des délais brefs et à tout moment. Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin peuvent être actionnés en toutes circonstances.</p> <p>Une consigne définit les modalités de mise en oeuvre de ces dispositifs. [...]</p> <p>NB : Dans le dossier de demande d'enregistrement, le volume des eaux polluées généré en cas d'accident au niveau du bâtiment global finishing (abritant les installations de traitements de surfaces) a été estimé, selon une méthode reconnue, à 1 223 m³.</p>
Constats : <p>En cas d'accident au niveau du bâtiment global finishing, les eaux polluées pourront être confinées par le bassin dédié de la zone. L'étanchéité de ce bassin est assurée par une géo-membrane. Son volume, d'environ 3 300 m³, est suffisant pour confiner le volume d'eaux polluées attendu.</p> <p>L'organe de fermeture du bassin est facilement accessible et manœuvrable.</p> <p>L'exploitant a présenté la convention d'utilisation de ce bassin et la consigne de mise en oeuvre de ce dispositif de confinement.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Détection incendie (2565)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 19
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Prescription contrôlée : <p>I. Un dispositif de détection automatique d'incendie est installé, au moins [...] dans les locaux abritant l'installation de traitement de surface.</p> <p>Ce dispositif de détection comprend également au moins une sonde permettant de détecter une élévation anormale de la température des vapeurs circulant dans chaque système d'aspiration.</p> <p>Cette détection actionne une alarme incendie perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte des personnes présentes sur le site.</p> <p>II. Le déclenchement d'une alarme incendie entraîne l'arrêt automatique des systèmes susceptibles de propager l'incendie (système d'aspiration des vapeurs des bains, chauffage des bains). A tout moment, cette alarme est transmise à une personne en capacité de déclencher les procédures d'urgence définies par l'exploitant. [...]</p> <p>III. L'exploitant dresse la liste des détecteurs avec leurs fonctionnalités et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.</p> <p>L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection. Il dispose d'un contrat de maintenance avec une entreprise spécialisée qui remet chaque année un rapport de contrôle.</p> <p>Les dates et la nature des contrôles, les anomalies constatées, la liste des mesures correctives, accompagnées de leur date de réalisation sont consignées dans un registre. La liste des détecteurs, le contrat de maintenance et le registre sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>NB : Certaines de ces dispositions, en particulier celles relatives aux asservissements, ont été introduites par l'arrêté ministériel du 20 avril 2023 et sont applicables à l'exploitant depuis le 1^{er} juillet 2024.</p>
Constats : <p>Le contrôle a porté sur l'atelier de traitements de surfaces, implanté dans le bâtiment global finishing.</p> <p>L'atelier est muni d'un réseau de détecteurs automatiques d'incendies, relié à une centrale incendie avec report d'alarme. Le réseau d'aspiration des vapeurs de traitements est muni d'une sonde de température.</p> <p>L'exploitant a présenté une liste de ces détecteurs, précisant leur fonctionnalité. Des documents associés précisent l'entretien de ces dispositifs.</p> <p>Le contrat de maintenance a été présenté et aucun écart n'a été constaté dans le dernier rapport de vérification de ces détecteurs. Un carnet de bord, intégrant notamment la détection d'incendie, a été présenté.</p> <p>En revanche, l'exploitant n'a pas présenté l'étude d'implantation de ces dispositifs, ce qui constitue un écart. Selon l'exploitant, cette étude a bien été réalisée, mais elle n'a pas été retrouvée.</p> <p>Une élévation de la température dans le réseau d'aspiration des vapeurs entraînerait, outre une alarme, une mise en sécurité automatique des installations de traitements de surfaces. En revanche, le déclenchement d'une alarme incendie n'entraînerait pas automatiquement l'arrêt du système d'aspiration des vapeurs et du chauffage des bains, ce qui constitue un écart.</p> <p>Il est rappelé à l'exploitant que cette obligation d'asservissement s'applique à l'ensemble du dispositif de détection d'incendie, composé des détecteurs de fumées sous toiture et de la sonde de température dans le réseau d'aspiration des vapeurs.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 15 : Chauffage des bains (2565)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 54
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Prescription contrôlée : Les échangeurs de chaleur de bains sont en matériaux capables de résister à l'action chimique des bains. Les résistances éventuelles (bains actifs et stockages) sont protégées mécaniquement. Le chauffage par résistance électrique des cuves est asservi à un détecteur de niveau arrêtant le chauffage en cas de niveau insuffisant de liquide dans la cuve. Le bon fonctionnement de l'asservissement est testé régulièrement, au moins chaque semaine, et consigné dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : La plupart des bains sont chauffés par un thermoplongeur téflon, installé en bord de cuve. Ces bains sont munis de deux détecteurs de niveau bas de technologie différente. La présence de ces dispositifs a été constatée sur une cuve vide. Un test réalisé sur cette cuve vide a permis de confirmer la bonne détection d'un niveau bas. Au vu des constats réalisés, notamment sur le logiciel de pilotage des lignes, il apparaît qu'une détection de niveau bas entraînerait bien un arrêt automatique du chauffage. Le bon fonctionnement de l'asservissement n'a toutefois pas été vérifié lors de la visite de contrôle. L'exploitant ne procède pas, chaque semaine, à un test de bon fonctionnement de l'asservissement (arrêt automatique du chauffage en cas de niveau bas détecté), ce qui constitue un écart. L'exploitant a seulement présenté une fiche de maintenance mentionnant un contrôle annuel du bon fonctionnement des capteurs de niveau bas, ne mentionnant pas explicitement le test de l'asservissement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois